



« Nous sortons de l'audience
quelque peu satisfait », dicit le SG
de l'UNAPOL

Page 6

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du lundi 24 avril 2017
7 Jrs/7

du BURKINA

N°369

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contacter nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 14.

SYNAT COMB:

**Produire et consommer burkinabè
d'ici 2018**

Page 4



**Le ministre Dandjinou reçoit la
visite du président du Collectif
des associations de mouvement de
jeunesse burkinabè vivant en Côte
d'Ivoire**

Page 12



**Création d'une caisse de
dépôts et consignations : Paul
Kaba Tieba rassure les acteurs
concernés**

Page 2



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

SOCIÉTÉ

Création d'une caisse de dépôts et consignations : Paul Kaba Tieba rassure les acteurs concernés

Région du Centre



Le présidium.

Le Premier ministre, Paul Kaba Tieba a échangé ce vendredi 21 avril 2017 à Ouagadougou avec les responsables des banques, de la CARFO, de la CNSS, des ordres des notaires et avocats ainsi que les greffiers. Ils sont ceux qui doivent approvisionner en ressources financières la caisse des dépôts et de consignation qui verra bientôt le jour.

La caisse des dépôts et de consignation est un instrument complémentaire qui viendra enrichir le paysage bancaire et financier du Burkina. Cette rencontre avait pour objectif d'échanger avec les acteurs concernés par le projet de création de la Caisse de dépôts et consignations du Burkina Faso (CDC-BF). Au cours des échanges, le chef du gouvernement a pu expliquer le projet et ainsi aplanir les incompréhensions

et inquiétudes émis de part et d'autre quant à la sécurisation de leur fonds. Paul Kaba Tieba a tenu à les rassurer. Pour lui, cette rencontre a permis d'échanger différentes parties prenantes mais aussi de s'enrichir de leurs expériences. Elle permettra aussi de prendre en compte les préoccupations qui ont été soulevées pour ajuster le projet conçu pour la création de la caisse de dépôt et de consignation du Burkina Faso de manière

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



L'assistance.

à ce que la création de cette institution de développement soit consensuelle afin qu'elle participe au financement de l'économie nationale au côté des banques commerciales ainsi que de toutes les institutions qui concourent au financement de l'économie nationale.

La caisse de dépôt et de consignation n'a pas vocation à perturber la stabilité financière, elle n'a pas vocation non plus à assécher des liquidités des structures comme la CNSS et la CARFO mais au contraire, elle vient comme un instrument nouveau et un complément qui va permettre de diversifier davantage

le système bancaire et financier du Burkina Faso et apporter sa pierre à l'édification du financement du PNDES, a précisé Paul Kaba Tieba.

La vocation de la caisse est essentiellement de centraliser l'épargne à long terme afin de l'utiliser pour financer des projets structurants de développement du Burkina Faso.

En rappel, c'est en juillet 2016 que le gouvernement avait transmis, à l'Assemblée nationale, un avant-projet de loi portant création d'une Caisse de dépôts et consignations du Burkina Faso (CDC-BF). Quelques temps après, il l'a retiré pour « lever les incompréhensions » avec les acteurs concernés. Au

mois de septembre, le chef du gouvernement rencontre les acteurs du secteur bancaire, les notaires, avocats, greffiers, mais aussi les responsables des caisses de retraite et de prévoyance sociale (CNSS, CARFO), de la SONAPOST qui devront contribuer à financer ladite caisse.

**Alfred
Rédaction**

**Sié
S-C**

**KAM/
Info**

SYNAT COMB: Produire et consommer burkinabè d'ici 2018

Région du Centre



Le présidium.

Le Syndicat national des commerçants du Burkina (SYNAT COMB) a organisé une grande rencontre régionale de formation et de sensibilisation au profit des coopérateurs de la région du centre sur le civisme, le patriotisme, le leadership et la gestion le mercredi 12 avril 2017 à Ouagadougou.

Inculquer des valeurs de leadership, de patriotisme et de civisme c'est l'objet de cette formation initiée par le Syndicat national des commerçants du Burkina (SYNAT COMB) le mercredi 12 avril 2017 à Ouagadougou. Un

certain nombre d'associations, quelques groupements coopératifs, des comités de regroupement villageois de la région du centre sont concernés par cette première initiative du SYNAT COMB. Selon le secrétaire général du SYNACOM-B, Roch Donatien Nagalo, cette initiative est un engagement volontaire pour la structure de participer au développement socio-économique du Burkina Faso. Roch Donatien Nagalo a indiqué que tous les membres du SYNAT COMB seront formés dans ce sens. Il a expliqué que cette formation se fera comme suit : « Par groupement coopératif, marché et yaars et

riverains, groupement coopératif de production des villages »

Ouagadougou compte 126 villages et 200 membres de chaque village seront formés. Le but de cette formation est de permettre aux membres de façon collective et volontaire de mobiliser les 100 milliards constituant le capital de leur fond de solidarité a signifié le SG du SYNAT COMB. A l'issue de la formation, les acteurs auront une visibilité sur les projets du SYNAT COMB a ajouté le SG du SYNACO-B.

Produire et consommer burkinabè c'est la vision futur de ce mouvement syndical des

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

commerçants burkinabè. D'ici 2018, cette structure syndicale entend appuyer ses membres pour la mise en place des unités de productions et de transformations locales et aussi des boutiques coopératives qui commercialisent des produits made in Burkina a confié Roch Donatien Nagalo. Cette situation selon lui boostera l'économie du Burkina Faso. Pour parvenir à ce résultat il est demandé un engagement personnel à tous les acteurs a estimé le SG de ladite structure. Pour lui le développement devrait commencer à la base. C'est pour cette raison que le SYNAT COMB veut amener ses membres à payer l'impôt volontairement sans aucune contrainte a déclaré le SG du syndicat des commerçants burkinabè. Cette formation cultivera une certaine solidarité entre les membres. Tout commerçant qui sera dans une situation de faillite se verra secouru par les autres de la structure. Concernant la question de l'augmentation des loyers, le SG du SYNATCOM-B a avoué que sa structure n'avait pas été encore consultée par les autorités municipales à ce propos et qu'elle s'exprimera en temps opportun.

Dorothee HIEN pour SC Info



Selon le secrétaire général du SYNACOM-B, Roch Donatien Nagalo environ 5mille membres seront formés au cours de cette première phase de formation.



Les acteurs seront formés sur les valeurs du patriotisme, du civisme.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« Nous sortons de l'audience quelque peu satisfait », dixit le SG de l'UNAPOL

Région du Centre



Monsieur le ministre nous a fait part de la rencontre qu'il a eue hier avec l'Association professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Burkina.

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a reçu en audience le jeudi 20 avril 2017, une délégation de l'Union Police Nationale (UNAPOL), conduite par son Secrétaire Général (SG), le Commissaire Wakilou Sénou.

A sa sortie d'audience, le SG de l'UNAPOL a déclaré que : « La rencontre que nous venons d'avoir avec Monsieur le Ministre d'Etat est relative à la situation qui prévaut actuellement à la Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS) et qui porte sur la question du Service Payé (SP). Monsieur le ministre



Le SG de l'UNAPOL .

nous a fait part de la rencontre qu'il a eue hier avec l'Association professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Burkina. Rencontre au cours de laquelle, il a demandé à ces sociétés de présenter les contrats formels. Il leur a clairement indiqué que les sociétés qui ne disposaient pas de contrat formel, les prestations allaient être suspendues jusqu'à ce que des contrats puissent être établis. A ce niveau, c'est une garantie à laquelle les policiers tiennent. Il faut que les contrats soient formels afin qu'une certaine transparence puisse être apportée à la gestion de la question du SP ». L'autre point de la rencontre, selon le Commissaire Sénou, a concerné

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6

la Plateforme de l'UNAPOL. « Nous sortons de l'audience quelque peu satisfait. Nous attendons de voir le déroulement des choses. Sinon, pour ce qui nous a été dit, si les choses se mettent en branle, nous pensons que la situation de la plateforme est en bonne voie. Maintenant nous attendons les résultats, pour confirmer que l'acte aura été joint à la parole ». Pour la suite, l'UNAPOL dit attendre les contrats. En attendant, foi

du SG du syndicat de la Police Nationale, « Le ministre nous a demandé que pour les sociétés disposant d'un contrat formel, que le service puisse reprendre à ce niveau. Maintenant pour les sociétés qui n'en disposent pas, les prestations vont être suspendues jusqu'à nouvel ordre ». L'UNAPOL qui soutient ne pas être l'instigateur du mouvement d'humeur, a indiqué qu'elle peut toujours contribuer à apaiser

les choses, mais précise que « cela dépend bien entendu de la volonté de l'autorité politique et des mesures qui seront prises dans le sens de la satisfaction de ceux qui font montre de ce mouvement d'humeur ».

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième Compact du MCC, Madame Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, et Madame Kyehe KIM, Vice-Présidente du Millenium Challenge Corporation, ont procédé le mercredi 19 avril 2017 à Washington à la signature de l' « Engagement Funding Agreement ».



Cet accord de financement d'un montant de 750 000 Dollars US est un appui du Gouvernement Américain au fonctionnement de l'Unité de coordination et de formulation du second Compact du Burkina Faso (UCF-Burkina). Une mission technique du MCC est prévue du 24 avril au 5 mai 2017 pour commencer l'analyse des contraintes majeures qui freinent la croissance économique du Burkina. Elle compte appuyer la coordination nationale pour la détermination des secteurs

stratégiques forts, dont l'impulsion pourrait entraîner les autres secteurs vers le progrès économique et social. Le MCC est en cohérence avec le PNDES et s'appuiera dans sa démarche sur l'adhésion des parties prenantes au projet. Un appui supplémentaire des USA, d'environ 5 à 9 millions de dollars est prévu pour couvrir les frais d'études des projets qui seront retenus. Madame le ministre de l'économie, des finances et du développement a, au nom des plus hautes autorités burkinabè, traduit la gratitude du Burkina Faso aux autorités américaines

pour l'appui constant dont bénéficie notre pays. Elle a par ailleurs indiqué, que ces différents appuis aideront le Burkina Faso à sortir de sa pauvreté endémique à travers des projets structurants à même d'impacter la croissance.

Cette cérémonie de signature qui traduit l'excellence des relations de coopération entre le Gouvernement Américain et celui du Burkina Faso, a été également l'occasion pour les deux parties d'échanger sur d'autres questions relatives à la coopération entre les deux pays.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres : le gouvernement s'attaque à la contrefaçon des médicaments

Région du Centre



ces immeubles sont dans une situation contentieuse qui implique l'Etat burkinabè et la banque de l'Habitat. A travers, l'adoption de ce rapport, précise Rémis Dandjinou, le gouvernement veut régler définitivement cette question afin que l'Etat puisse disposer des bâtiments. Et ce, au profit de la banque agricole qui verra bientôt le jour.

Actualité oblige, le porte-parole du gouvernement a fait cas de la grogne au sein des policiers concernant les services qu'ils jugent sous-payés, au profit de structures privées. M. Dandjinou a indiqué qu'un audit est en cours en vue de faire la lumière sur cette affaire et situer les responsabilités. Pour l'heure, dit-il, le gouvernement se réserve de prendre des décisions hâtives.

Du reste, le gouvernement « demande aux policiers de faire foi aux engagements du ministre d'Etat, Simon Compaoré ».

Toutefois, le ministre porte-parole précise que le gouvernement va bientôt prendre des mesures afin de réguler le service des forces de sécurité pour ce type de service.

DCPM/MCRP

le porte-parole du gouvernement a fait cas de la grogne au sein des policiers concernant les services qu'ils jugent sous-payés, au profit de structures privées.

L'hebdomadaire Conseil des ministres s'est tenu ce mercredi 19 avril 2017. Au nombre des dossiers à l'ordre du jour, l'on peut retenir :

Au titre du ministère en charge des Affaires étrangères, le Conseil a examiné un projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires. Signée à Moscou le 28 octobre 2011, la Convention vise à permettre au

Burkina Faso de se doter d'un nouveau cadre réglementaire pour faire face à la contrefaçon des médicaments dans le pays.

Pour ce qui est du département en charge de l'Economie, il a été adopté deux décrets portant création, organisation et fonctionnement d'un comité de supervision et d'un comité de pilotage de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE).

Par ailleurs, le Conseil a adopté un rapport relatif à deux bâtiments appartenant à l'ex Air Afrique. Selon le porte-parole du gouvernement,

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Commission nationale des droits humains : Installation des membres du comité de sélection des futurs commissaires

Région du Centre



L'objectif de cette réforme, a soutenu le ministre René BAGORO, « est, aux termes du processus de sélection, de mettre à la disposition de la CNDH des hommes et des femmes compétents, intègres.

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a installé ce mercredi 19 avril 2017, les membres du comité de sélection des futurs commissaires de la Commission nationale des droits humains (CNDH). Il avait notamment à ses côtés, le Secrétaire général du ministère, Paulin BAMBARA.

Les membres du comité sont au nombre de cinq (5) :

- le représentant de la Cour de cassation ;

- le représentant du Médiateur du Faso ;
- le représentant de la Commission nationale des Organisations de la société civile ;
- le représentant de la chefferie coutumière et religieuse ;
- le représentant de l'Assemblée nationale.

Ce mode de désignation découle de la dernière réforme intervenue le 24 mars 2016 avec l'adoption de la loi No001-2016/AN portant création d'une Commission nationale des droits humains. En plus de conformer la CNDH aux Principes

de Paris (standards des Nations unies régissant les institutions nationales des droits humains), cette loi institue un double niveau de désignation des commissaires chargés d'animer la Commission.

Ce second niveau de désignation est assuré par le comité de sélection. L'objectif de cette réforme, a soutenu le ministre René BAGORO, « est, aux termes du processus de sélection, de mettre à la disposition de la CNDH des hommes et des femmes compétents, intègres, convaincus et aptes à assumer pleinement

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

les attributions de l'institution... ».

Et de s'adresser aux membres du comité : « La tâche ne sera pas aisée, je le reconnais car les enjeux induits par le statut des futurs commissaires vont susciter un engouement au sein des composantes vis-à-vis desquelles je vous invite à une véritable indépendance d'action ».

Le comité doit donc procéder sans complaisance et en toute impartialité et indépendance à la sélection des hommes et femmes qu'il faut pour une CNDH plus dynamique, qui se positionne durablement dans le paysage institutionnel de promotion et de protection des droits humains au Burkina Faso.



Le comité doit donc procéder sans complaisance et en toute impartialité et indépendance à la sélection des hommes et femmes qu'il faut pour une CNDH plus dynamique.

Lancement des activités de la radio rurale : Un instrument spécialisé de communication et d'information au service du développement rural

Région du Centre



Le ministre de la communication et des relations avec le parlement, Rémis Fulgance Dandjinou a présidé la cérémonie de lancement officielle des activités de la radio rurale, ce jeudi 20 avril 2017 à Ouagadougou.

La radio rurale a rouvert ses portes en présence du représentant du parrain, Lona Charles Ouattara, 2^e vice-président de l'Assemblée nationale, du co-parrain, Joachim Zongo, ancien directeur de ladite

Le ministre de la communication et des relations avec le parlement, Rémis Fulgance Dandjinou a présidé la cérémonie de lancement officielle des activités de la radio rurale.

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

structure et de nombreuses personnalités. « Le gouvernement a décidé de donner plus d'envergure à la radio rurale, cet important outil de communication car il est convaincu qu'elle peut jouer un rôle majeur dans le développement socio-économique du Burkina Faso où 80% de la population ne sait ni lire ni écrire en français», a indiqué le porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou. La directrice générale (DG) de la RTB, Dr Danielle Bougaïré/Zangreyanhogo a salué le plaidoyer du ministre en charge de la communication, qui a permis à la radio rurale de bénéficier de l'acquisition de plusieurs émetteurs. « D'ici à la fin de 2017, on aura l'installation de 12 émetteurs à travers le Burkina entre autres à, Dori, Tenkodogo, Bobo-Dioulasso, Gaoua, Koudougou Djibo, Sebba, Po, Diapaga, Boulsa, Dédougou. A terme en 2019, ce sont au total 22 émetteurs qui seront installés », a affirmé la DG de la RTB. Ainsi donc, la radio rurale sera dotée de ses propres émetteurs. Elle diffusera de façon indépendante ses programmes sur ses propres fréquences en FM stéréo sur tout le territoire national. En outre, la nouvelle radio rurale va élargir et diversifier l'offre de la communication, dans le monde rural grâce à des contenus adaptés aux préoccupations des populations rurales.

Dans cette optique, le ministre en charge de la communication a exhorté l'ensemble des travailleurs de cette radio à ne ménager aucun effort pour séduire l'auditoire avec des programmes alléchants.

La cérémonie qui s'est achevée par une visite des locaux rénovés et du



A Ouagadougou et ses environs, les auditeurs peuvent suivre la radio rurale sur la fréquence de 90.3 MHz sur la bande FM.



le ministre en charge de la communication a exhorté l'ensemble des travailleurs de cette radio à ne ménager aucun effort pour séduire l'auditoire avec des programmes alléchants.

matériel acquis par la radio rurale. La radio rurale a été créée en 1969. A Ouagadougou et ses environs, les auditeurs peuvent suivre la

radio rurale sur la fréquence de 90.3 MHz sur la bande FM.
DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le ministre Dandjinou reçoit la visite du président du Collectif des associations de mouvement de jeunesse burkinabè vivant en Côte d'Ivoire

Région du Centre

Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement, Rémis Fulgance DANDJINOU, a reçu en audience, ce vendredi 21 avril 2017, Moussa Zallé, président du Collectif des associations de mouvement de jeunesse Burkinabè vivant en Côte d'Ivoire (CAMJBCI).

Accompagnés de quelques membres du collectif, Moussa Zallé est venu échanger avec le ministre en charge de la Communication, porte-parole du gouvernement, sur les différentes préoccupations des ressortissants de la Diaspora. « Nous sommes à Ouagadougou pour échanger avec la classe politique, la société civile, nos chefs religieux et coutumiers sur un certain nombre de points qui préoccupent beaucoup la diaspora », a-t-il indiqué.

Aussi, cette rencontre a été l'occasion pour eux d'aborder un sujet d'actualité, notamment la réconciliation nationale et le vote des burkinabè de l'étranger pour 2020.

Selon le président du CAMJBCI, il était important pour eux de discuter sur ces différentes préoccupations dans l'optique de construire un Burkina Faso nouveau et prospère. Et d'ajouter qu'il est nécessaire que les filles et fils du Burkina Faso se battent et travaillent ensemble pour l'avancement du pays.



Accompagnés de quelques membres du collectif, Moussa Zallé est venu échanger avec le ministre en charge de la Communication, porte-parole du gouvernement, sur les différentes préoccupations des ressortissants de la Diaspora.



Cette rencontre a été l'occasion pour eux d'aborder un sujet d'actualité, notamment la réconciliation nationale et le vote des burkinabè de l'étranger pour 2020.

DCPM/MCRP

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017

• Du 15 février
au 15 mars

• Du 15 Juillet au
au 15 août

• Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

*Préparation aux :
TOEIC - TOEFL*

Nous vous offrons aussi la
possibilité d'apprendre
l'anglais en ligne et obtenir
une attestation avec ED -
ENGLISH DISCOVERIES qui
est une solution complète
d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h



INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
F CFA

→ Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;

→ Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: H/F Professeur de français – CERES – Madagascar

Description

h/f Professeur de français

Programme CERES

Fianarantsoa, MADAGASCAR

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créée en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et du renforcement de structures éducatives, sanitaires et sociales. Il est actif à Madagascar depuis plus de 20 ans.

LE PROGRAMME CERES A FIANARANTSOA

L'association malgache PROMES (Promotion économique et sociale) développe depuis 2006 à Fianarantsoa le programme CERES (Centres de Renforcement Educatif et Scolaire) avec l'assistance technique de l'IECD et en partenariat avec la Direction Régionale de l'Education Nationale et la Direction de l'Enseignement Catholique.

Six CERES sont implantés auprès de 12 collèges (privés ou publics) ruraux pour lutter contre la déscolarisation massive qui y est constatée (seulement 1 élève de 6^e sur 100 atteint le bac). Parmi ces collèges, plus d'une centaine de professeurs volontaires bénéficient de sessions de formation et les 4 500 élèves concernés ont accès à une cantine scolaire en période de soudure. Au sein des collèges partenaires de chaque village de brousse, les 80 élèves au meilleur potentiel (40 garçons, 40 filles) bénéficient, en plus, du renforcement éducatif et scolaire ; parmi eux les 60 élèves qui habitent le plus loin sont accueillis en internat. Ces élèves sont ensuite accompagnés jusqu'au bac, en bénéficiant en plus d'une année de remise à niveau intensive (« année préparatoire » ou « AP ») à Fianarantsoa avant la seconde pour garantir le succès de la scolarité dans l'un des 6 meilleurs lycées de Fianarantsoa. Une attention particulière est portée sur la maîtrise de la langue française, stratégique en tant que langue de scolarisation à Madagascar pour la poursuite des études en lycée et dans le supérieur (découvrez la vidéo du programme).

Actuellement, près de 900 élèves sont bénéficiaires directs, et près de 1200 sont prévus en 2017 lorsque les premières promotions à effectifs pleins

auront atteint la terminale. Par ailleurs, 4 500 collégiens bénéficient de professeurs formés et de cantines scolaires.

L'équipe du CERES est composée de près de 150 salariés de PROMES assistés de 3 expatriés de l'IECD : 40 éducateurs, 20 enseignants, 14 cadres, complétés par les fonctions supports.

M I S S I O N

Sous la supervision du Responsable de Programme (CERES) et du Responsable de l'Année Préparatoire, le/la professeur de français élabore des séquences et des situations d'enseignement d'apprentissage. Il/elle est responsable de l'évaluation des apprenants, dont il/elle assure un suivi régulier dans le cadre des réunions de positionnement, des entretiens de tutorat et des conseils de classe.

1/ Planifier les situations d'enseignement-apprentissage

Identifier les compétences et les ressources à développer dans le curriculum

Rédiger les plans de formation des Unités d'Enseignement

Préparer les séances de CM

Préparer les séances de TD

La suite à la page 15

JOBS CAMPUS

La suite de la page 14

Elaborer des scénarios pédagogiques

2/ Elaborer des ressources pédagogiques

Identifier des ressources

Adapter les ressources identifiées

Créer de nouvelles ressources adaptées

Développer des ressources numériques (cours Opale, vidéos pédagogiques)

3/ Animer les situations d'enseignement-apprentissage

Prendre en main la classe (élèves et matériels) : 20h/semaine (deux classes de 20 élèves)

Exposer les savoirs abordés

Mettre en activité les élèves en cours

Organiser des sorties pédagogiques

Mettre les élèves en situations complexes et autonomisantes (Défis, travaux de recherche, sorties)

Animer les espaces collaboratifs de la plateforme

4/ Evaluer les compétences et les ressources

Evaluer les prérequis

Préparer les activités de contrôle continu

Préparer l'examen semestriel

Corriger les copies

Positionner les élèves

Animer des remédiations

Participer aux réunions de pôles (partie positionnement)

Rédiger un rapport pour le jury

5/ Assurer le suivi individuel des élèves

6/ Améliorer sa pratique

Participer aux réunions des pôles (partie échanges de pratiques)

Faire le travail demandé entre les pôles

Observer d'autres pratiques pédagogiques

Utiliser les ressources d'auto-formation

Participer aux formations internes du CERES

P R O F I L

Formation : Au minimum le diplôme d'aptitude à l'enseignement du français langue étrangère (DAEFLE)

Expérience : Professeur de français langue étrangère ayant une expérience terrain.

Une expérience professionnelle à Madagascar/dans un pays en voie de développement est un plus.

Compétences recherchées:

Planifier les apprentissages

Produire et utiliser des outils pédagogiques variés

Mettre en œuvre des situations d'enseignement-apprentissage

Concevoir et mener des dispositifs d'évaluation des apprentissages et de remédiation des lacunes

Positionner et accompagner les apprentissages des étudiants dans l'élaboration de leur projet personnel et professionnel

Appliquer des connaissances sur les politiques du secteur éducation-formation, en psychologie de l'enfant et de l'adolescent et en ingénierie du développement des compétences

Communiquer en français dans les différentes situations professionnelles, en s'adaptant à son interlocuteur et au contexte

Développer une approche réflexive de sa pratique professionnelle

Qualités attendues :

Excellentes relations interpersonnelles en particulier en milieu culturel différent

Volonté d'apprendre au contact d'une pédagogie innovante

Intelligence des relations humaines, grande capacité d'écoute

Capacité à travailler en équipe

Solides qualités morales

La suite à la page 16

JOBS CAMPUS

La suite de la page 15

: diplomatie, patience, rigueur et exemplarité.

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, un engagement professionnel, l'esprit de service

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat local ou de droit français (Volontariat de Solidarité Internationale)

Formation au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité du : responsable du programme CERES à Fianarantsoa

Dates du poste : dès que possible, pour deux ans minimum

Localisation :

Fianarantsoa, Madagascar

Package global :

Indemnité mensuelle

1 billet A/R vers Madagascar par année de mission

Participation au logement

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite de base

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada - CERES FLE »

au service recrutement,

recrutement@iecd.org

Ville Fianarantsoa

Fonctions Animation, Formation, Autre

Activités Animation, Formation, Education

Pays Afrique, Madagascar

Contrat CDD, Inconnu, Volontariat / service civique

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité 31/05/2017



Avis de recrutement

Poste: Délégué(e) régional(e) en charge des transmissions – reprises d'Entreprises

Description

Aujourd'hui, les Scop et Scic sont près de 2 700 en France (plus de 2 300 Scop et plus de 400 Scic). Elles représentent au

total près de 51 000 salariés pour un chiffre d'affaires cumulé de 4,4 milliards d'euros en 2014. En 2014, 271 nouvelles coopératives ont vu le jour.

L'Union régionale des Scop Île de France, Centre Orléanais, Haute-Normandie, DOM-TOM regroupe plus de 400 coopératives (SCOP et SCIC) représentant plus de 12 000 salariés, sur son territoire.

Réseau de conseil des coopératives, elle accompagne également la création et la reprise d'entreprises sous forme coopérative.

Ville Clichy-la-Garenne (92)

Expériences / Formation du candidat

LA MISSION

En lien direct avec la Directrice

La suite à la page 17

JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

générale, le Délégué Régional H/F aura pour principales missions l'évaluation, l'accompagnement et le pilotage des dossiers de création et plus particulièrement des dossiers de reprises et transmissions d'entreprises sous un format de coopératives.

Elle / Il aura en charge dans ce cadre la coordination de l'ensemble des étapes jusqu'à la vente éventuelle : pré-diagnostic, négociations salariés et cédants, construction de la convention d'accompagnement, etc.

Les entités économiques concernées intègrent pour la plupart entre 10 et 50 salariés.

Elle/Il participera également au développement des coopératives existantes.

Elle / Il aura à cœur de façon transversale le suivi de la formation et de la sensibilisation au statut coopératif et à la transmission, des réseaux d'accompagnements à la création-reprise, des experts conseils d'entreprises et des partenaires territoriaux.

P R O F I L

Expertise gestion économique

Expérience confirmée intégrant la pratique de chacun des domaines suivants :

Création, reprise ou accompagnement d'entreprises.

Réalisation de montage financier et juridique.

Réalisation d'étude de faisabilité économique.

Suivi de projets multi-partenariaux.

Capacité à décrypter une situation économique

Excellentes capacités d'analyse d'un projet économique. Cette compétence fera l'objet d'un test spécifique.

Bonne connaissance des politiques publiques dédiées à l'accompagnement économique.

Capacité de négociation

Forte empathie.

Capacité à décrypter les comportements professionnels testée en entretien.

Capacité de négociation.

Excellente capacité de synthèse et de vulgarisation de projets économiques.

Compétences de reporting

Compétences de reporting

quantitatif et qualitatif prouvées par le parcours et le discours.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Economie, Finance, Administration

Pays Europe, France

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

35 à 43 K euros bruts annuels.

Nom de la personne contact

Jean-Philippe TEBOUL, gérant du cabinet de recrutement Orientation Durable en charge de ce recrutement.

Email de la personne contact info@orientationdurable.com

**Postuler en ligne
<http://orientationdurable.com/delegue-regional-charge-transmissions-reprise-dentreprises-hf/>**

Date de fin de validité 22/05/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Plaidoyer et adjointe aux communications

Accueil » Plaidoyer et adjointe aux communications

La description

War Child se bat pour un monde où la vie qu'aucun enfant ne soit déchiré par la guerre. Notre mission est de protéger, éduquer et défendre les droits des enfants pris dans des conflits. Notre objectif est d'atteindre les enfants le plus tôt possible en cas de conflit éclate, et de rester pour les soutenir dans leur rétablissement - en aidant à assurer leur sécurité, leur donner une éducation, et les doter des compétences pour l'avenir.

Nous comprenons les besoins des enfants, respecter leurs droits, et de les mettre au centre de la solution - de soutenir les enfants syriens à accéder à l'éducation, à la réinsertion des enfants soldats en République centrafricaine et la promotion de la justice pour les jeunes en détention en Afghanistan. Nous travaillons aussi avec les enfants et les jeunes à changer les systèmes et les pratiques qui les touchent - faisant campagne sur les causes profondes des conflits et exigeant que les enfants sont au centre de la réponse humanitaire.

Le département plaidoyer et des communications joue un rôle crucial dans cette entreprise - nous assurer que nous communiquons avec un impact

sur les enfants et les jeunes avec lesquels nous travaillons, et appelant ceux au pouvoir de faire la bonne chose à assurer que les enfants en conflit reçoivent le soutien avoir besoin. De mener des campagnes percutantes pour obtenir des questions importantes à l'agenda politique, pour le développement des médias et des stratégies numériques pour nos concerts de musique incroyable, la défense des intérêts et de l'équipe des communications est au cœur de nos efforts pour accroître le profil de War Child et de l'impact.

Vue d'ensemble du rôle

du ministère de la défense et des communications se compose de trois équipes - Politiques et plaidoyer, Presse et relations publiques, et numérique. Le département est responsable de trois objectifs majeurs dans la prestation de la stratégie de War Child à 2019:

- Pour obtenir un plus grand soutien politique et financier, et le changement de la politique d'influence, pour les enfants touchés par les conflits armés aux niveaux national et international
- Pour augmenter de manière significative le profil de médias de War Child UK et notoriété de la marque au Royaume - Uni et au niveau international afin d'améliorer notre réputation, la crédibilité et l'impact
- pour améliorer

considérablement l'empreinte numérique de War Child pour accroître la mobilisation des supporters à travers la collecte de fonds et des campagnes

la réalisation de tous ces objectifs nécessite un soutien administratif et logistique - que ce soit la gestion de l'agenda du directeur, la mise à jour et l'organisation des bases de données pour la saisie de données, aidant à coordonner des événements ou réservation Voyage. Comme l'équipe a plus que doublé en taille l'année dernière, ces administratifs et de soutien des

fonctions sont en cours de livraison par les membres de l'équipe, mais d'autres capacités est nécessaire que l'assistant aidera à offrir.

L'assistant travaillera au sein d'une équipe dédiée aux communications externes et publiques plaidant pour le

changement. En tant que tel, il peut être intéressant à quelqu'un qui cherche à obtenir une exposition et l'expérience de ce genre de

travail. Toutefois, les principales fonctions se rapportent à l'administration et de la logistique, il est important que tout candidat peut démontrer un haut degré de compétence dans ces domaines.

Le poste relèvera directement au directeur de la défense et des communications.

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Responsabilités particulières

L'assistant de plaidoyer et des communications auront les responsabilités suivantes.

Appui au Directeur

• Gestion du journal du directeur du plaidoyer et des communications

• Soutenir le développement des présentations et des rapports d'administration de l'équipe

• réunions d'équipe d'organisation, la réservation de chambres et de prendre des notes et des points d'action

• Réservation Voyage et hébergement pour l'équipe

• Exploitation forestière et de l'équipe de dépôt informations administration financière

• gestion des contrats de travail mis en service et assurer tous les documents est terminé

• gérer les factures et augmenter les commandes d'achat

• L'exploitation forestière et le suivi des dépenses direction

• Le développement et la gestion des contrats de conseil et appels d'offres

gestion des données

• Révision et mise à jour des bases de données à travers la presse, numérique et de plaidoyer - travailler avec Salesforce lorsque

n é c e s s a i r e

• travailler avec les chefs d'équipe pour suivre les indicateurs de performance clés et enregistrer des événements et de la logistique

• Développer et gérer des listes inviteront

• Sécurisation des lieux et assurer la liaison avec les fournisseurs

• matériaux de coordination et de la logistique

Ville / Ville L o n d r e s

Expérience / Qualifications

Les critères obligatoires

• **Droit au travail au Royaume - Uni**

• Engagement envers les buts et objectifs de War Child L'expérience et les connaissances

• Expérience de fournir un soutien administratif pour les personnes et les équipes - gestion de l'agenda,

organisation de réunions, prendre des notes et le suivi des points d'action

• Connaissance des et la capacité d'utiliser des outils de gestion de projets et systèmes

• expérience de travail avec la navigation et les bases de données de mise à jour

• Connaissance des systèmes de gestion financière et de l'expérience de garder la trace des dépenses

• expérience de suivi et de

surveillance des indicateurs de performance, la collecte de données et de rapports

• expérience de la coordination des événements et des considérations logistiques

• Excellentes compétences dans toutes les applications **Microsoft - Word, Excel, PowerPoint, Outlook**

Langues parlées

Anglais - Aisance

Compétences

Compétences et compétences

• Compréhension et appréciation de l'importance d'un excellent soutien administratif

• Capable de trouver des solutions novatrices aux défis administratifs

• Très organisé et méthodique, avec des compétences en gestion du temps

• Capacité de résumer de façon concise des informations et identifier les points clés

• Capable de rapidement compréhension et navigation de nouveaux systèmes

• un oeil aux détails, avec la possibilité de repérer les incohérences et les erreurs

• la volonté de prendre des initiatives et relever toutes les tâches mis en

• Grand joueur d'équipe, avec de fortes compétences interpersonnelles et

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

capacité à soutenir une gamme de personnel

- capacité à gérer des tâches multiples et travailler avec le gestionnaire de prioriser les tâches

- volonté d'apprendre et assumer des responsabilités en dehors brève directe en cas de besoin.

- L'intérêt pour la communication, les campagnes et le plaidoyer

positions Communication, **Organisation, administration**

Domaines d'activité ~~Communication~~

Pays Europe, Royaume-Uni

contrats Position fixe/terme

Durée de contrat

2 ans durée déterminée

Salaire / Indemnité

1 9 9 0 0 - 2 2 0 0 0

En ligne de lien d'application <https://www.warchild.org.uk/who-we-are/jobs/Advocacy-and-Communications-Assistant>

Publicité date d'expiration **30/04/2017**



Avis de recrutement

Poste: H/F Responsable de programme – Ecoles Familiales Agricoles – Côte d'Ivoire

Description

1 1 C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables.

Depuis de nombreuses années, l'IECD est impliqué

dans l'accompagnement des Ecoles Familiales Agricoles (EFA – vidéo du programme) en Côte d'Ivoire, au Cameroun et en RDC. Afin de répondre aux besoins de formation et d'accompagnement du réseau de ces écoles, l'IECD a participé à la mise en place, dès 1998, de la Plateforme des Ecoles Familiales Agricoles de Côte d'Ivoire (PEFACI) sur laquelle les EFA et leurs fédérations régionales naissantes s'appuient désormais pour un transfert de compétence et l'animation du réseau. Le réseau ivoirien de 14 EFA a formé plus de 300 jeunes en 2015. Depuis 2013, le réseau propose également une formation diplômante de niveau CAP aux jeunes sortis d'EFA, à l'Institut de Formation à l'Entrepreneuriat Rural et Agricole (IFERA) à Yamoussoukro.

Le fort potentiel agricole de la Côte d'Ivoire, notamment dans les cultures pérennes, a conduit la PEFACI à développer depuis 2012 de nouveaux partenariats avec des entreprises agricoles implantées localement, dont 50% des EFA bénéficient aujourd'hui. Leur proximité permet un appui financier et technique rapproché des écoles et ouvre de nouveaux débouchés aux jeunes.

Afin de garantir la qualité de la formation dispensée dans les écoles, la PEFACI contribue depuis 2013 à la rénovation des programmes et supports de formation des jeunes (techniques de production, matières générales appliquées, gestion) et met en œuvre le nouveau parcours de formation des formateurs en pédagogie de l'alternance, avec un

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

accompagnement individuel. La 1^{ère} promotion de 11 formateurs a achevé sa formation en 2015.

Dans le cadre d'un remplacement, le/la responsable du programme EFA Côte d'Ivoire sera en charge des missions suivantes :

M I S S I O N S

1/ Accompagner la direction exécutive du partenaire local : la PEFACI

Organiser et mettre en œuvre l'appui technique, pédagogique et financier aux Ecoles Familiales Agricoles et à leurs fédérations

Superviser la gestion administrative & financière : mise en place d'outils de pilotage, suivi des affectations et contrôle de gestion, contribution à l'élaboration des budgets annuels

Appuyer les responsables et enseignants de l'IFERA et suivre les actions entamées pour parvenir à rendre le cursus diplômant (CAP agricole)

Garantir le respect des engagements pris par la PEFACI auprès des partenaires financiers et autres partenaires

Consolider et développer les partenariats stratégiques avec les acteurs des filières agricoles (entreprises, coopératives etc..) et les institutionnels

Entretenir la qualité et la pérennité des relations entre l'IECD et la PEFACI

2/ Piloter le projet sur les aspects opérationnels et financiers, pour le compte de l'IECD

Superviser la mise en œuvre des activités des réseaux EFA et IFERA

Mettre à jour et consolider le monitoring budgétaire et financier global, en assurant la bonne application des procédures IECD et des différents partenaires financiers

Mesurer l'impact et la qualité du programme

Etre responsable du projet des EFA pilotes, de la préparation du lancement au suivi de l'activité et du fonctionnement

Assurer le reporting interne et externe :

Mise à jour des outils de suivi / reporting destinés à l'IECD

Rédaction des rapports intermédiaires destinés aux partenaires financiers

Représentation de l'IECD auprès des partenaires financiers locaux

3/ Contribuer à l'ingénierie pédagogique du programme EFA

En lien avec l'équipe pédagogique de la PEFACI, la coordination thématique de l'IECD et les autres chefs de projets EFA :

Participer à l'élaboration des supports de formation pour les EFA et l'IFERA (livrets de formations, référentiels etc)

Appuyer à l'organisation des sessions de formations de formateurs

Ville Yamoussoukro, RCI

Expériences / Formation du candidat

Formation : Généraliste (commerce, ingénieur, IEP, gestion...), dans les métiers du développement ; profils agro/agri

Expériences :

5 ans minimum en gestion de projets et/ou de conseil technique, y compris en entreprise

Une expérience en formation et/ou pédagogie (gestion d'établissement par exemple) sera appréciée

La connaissance de l'Afrique est recommandée

Qualité du candidat

Compétences recherchées :

Bonnes capacités de gestion de projet et de suivi d'activités et d'indicateurs

Compétences en suivi budgétaire et contrôle financier

Bonnes capacités de communication

Maîtrise du Pack Office et notamment maîtrise d'Excel confirmée

Qualités attendues :

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Autonomie, capacité d'initiative et sens des responsabilités

Excellentes capacités d'organisation et de rigueur

Très bonnes relations interpersonnelles et diplomatie, capacités de représentation vis-à-vis de partenaires variés

Qualités managériales

Leadership, proactivité, flexibilité et capacités à travailler efficacement dans un contexte multitâche

Capacités d'adaptation à la culture locale/aux réalités du terrain

Intérêt pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, le sens du service, un engagement professionnel

Fonctions

Animation, Formation, Autre, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités

Agriculture, Environnement, Animation, Formation,

Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication

Pays

Afrique, Côte d'Ivoire

Contrat

CDD, CDI, Inconnu, Volontariat / service civique

Durée du contrat

Statut: contrat de droit français – Accord de Volontariat de Solidarité Internationale

Formation préalable au départ à Paris d'une à deux semaines

Sous la responsabilité :

Du Responsable de l'ensemble du programme EFA basé au Cameroun et du Délégué IECD en RCI

Collaboration étroite avec le pôle EFA basé à Paris et l'équipe EFA RDC et Cameroun

Dates du poste : au plus tard juin 2017, pour 2 ans

Localisation : Yamoussoukro ; déplacements à prévoir à l'intérieur du pays et dans la sous-région

Salaire / Indemnité

Rémunération :

Indemnité selon profil

Logement pris en charge

Véhicule de service

1 billet A/R par année de mission

Couverture médicale et sociale complète (maladie, rapatriement, mutuelle, retraite régime commun)

Documents à envoyer

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Responsable EFA RCI »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité

3 0 / 0 4 / 2 0 1 7

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

22/04/2017 AU 01/05/2017 Groupe III

Ave Maria 25 47 98 88	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Lazare 25 36 86 48
Balkuy 25 37 51 36	Kamin 25 34 30 28	Saint Michel 25 45 48 08
Baraka 25 33 02 72	Kilwin 25 50 84 62	Santé-validité 68 91 87 04
Belle ville 25 40 84 14	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Savane 25 31 13 48
Cathédrale 25 31 28 07	Mariama 25 30 05 76	Taoko 25 36 69 27
Charis 25 47 98 78	Naab Raga 25 30 06 27	Téranga 25 36 09 70
Concorde 25 31 29 49	Naaba Koom 25 35 70 46	Wendenda 25 31 09 64
Coura 25 38 83 90	Nagrin 25 46 90 48	Yennega 25 37 03 37
Djimbina 25 35 77 65	Nazani 25 36 65 10	Zone I 25 48 15 13/53
Dunia 25 36 20 51	Ninrwa 25 41 80 38	Zougrana 25 40 98 75
Ecoles 25 31 52 32	Noom-Wendé 25 50 31 17	
Fraternité 25 36 48 00	Pissy 25 43 13 35	
Galiem 25 35 28 44	Sacré cœur 25 34 60 60	
Hosanna 25 41 26 48	Saint Julien 25 38 06 10	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO